



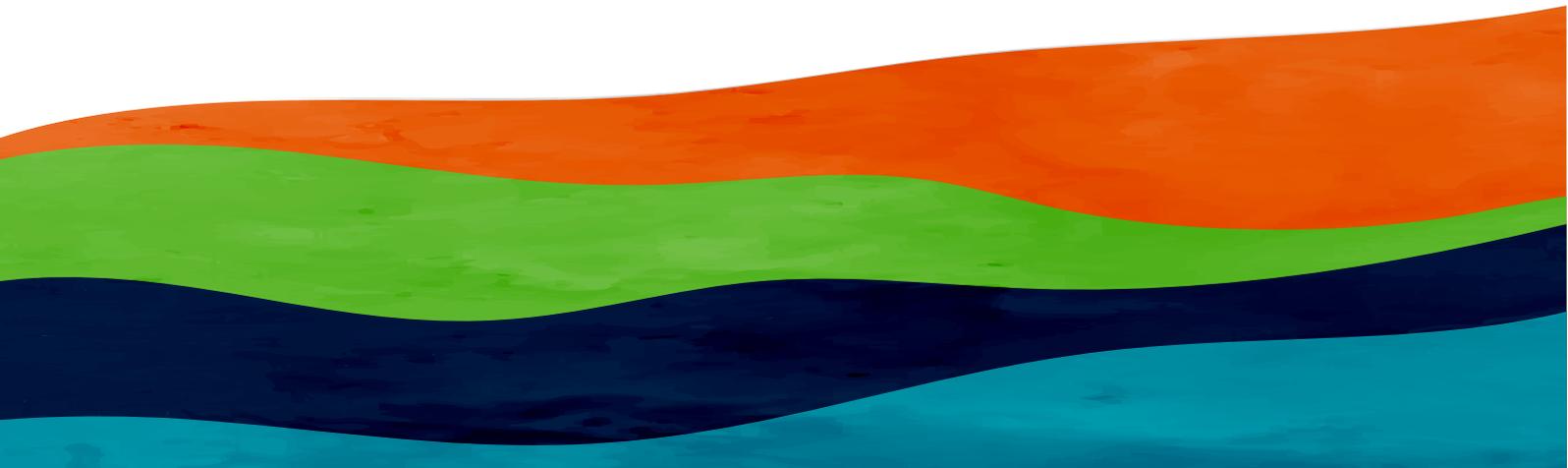
Fédération
des acteurs de
la solidarité

HAUTS-DE-FRANCE

Fédération des acteurs de la solidarité

RAPPORT D'ACTIVITÉ
2022





Sommaire



PAGE

4 **RAPPORT MORAL & PERSPECTIVES**

VIE FÉDÉRALE

- 9 Bureau CA
- 10 Organigramme
- 11 Représentations
- 12 Adhérents
- 13 **Les Moments Forts** : Crise des métiers de l'humain
- 14 **Les Moments Forts** : Inauguration
- 15 **Les Moments Forts** : Congrès National

THÉMATIQUES

- 16 Accès aux droits
- 17 Veille sociale
- 20 Hébergement logement
- 23 IAE/RSA
- 27 Santé
- 32 Participation
- 34 Jeunes
- 35 Migrants
- 36 Formation



Rapport moral

Hugues DENIELE, Président

2022, une année d'adaptation avec un retour progressif à une vie normale, après deux années d'exception, mais avec des fondamentaux mis en brèche ou revisités.

L'adaptation de notre Fédération a été de mise, avec des modes de travail interne modifiés, des relations avec nos adhérents retravaillées, et des sources de financement actualisées.

L'adaptation s'est également imposée à nous, de par les répercussions néfastes d'un environnement dégradé : persistance des maux chroniques dont souffre notre société avec un pays à plusieurs vitesses, des écarts de richesse accentués, un niveau de pauvreté inégalé touchant des nouvelles strates de publics, une dégradation continue d'indicateurs de détresse (augmentation des personnes sans domicile fixe et des personnes mal logées, files croissantes dans les banques alimentaires...) et un déficit structurel croissant des mises en chantier de logements par rapport aux besoins identifiés.

Année de mobilisation au niveau local dans le cadre d'un inter réseaux actif (manifestations publiques, rencontres avec les élus et avec les media, plaidoyers) et au niveau national, dans la dynamique des actions décidées par notre Fédération nationale, mobilisation pour faire avancer nos revendications légitimes en matière de revalorisation salariale. Les avancées ont été constatées mais la liste des oubliés du SEGUR n'est pas close et les inégalités de traitement pèsent sur le fonctionnement des associations de nos adhérents, concomitamment à la baisse des financements des collectivités départementales dans le cadre de leurs prérogatives, pour des motifs non acceptables. Tout cela s'est traduit par l'arrêt de projets et par une qualité de service dégradée.

Année de mobilisation pour sensibiliser l'opinion publique à la baisse d'attractivité pour les métiers de l'humain et ses conséquences dramatiques, à moyen terme sur le modèle de société que nous défendons.

Année de contribution à la fois au niveau des services de l'ETAT et des financeurs locaux pour améliorer certains dispositifs et innover sur des besoins non couverts.

Année de contribution à la fois dans la rédaction du projet fédéral et dans les différents plaidoyers (communiqués de presse sur la hausse des coûts de l'énergie, impact de l'inflation sur les moyens des associations, pour la reconnaissance des écoutez.es 115, publication du plaidoyer « Vieillesse et Précarité », tribune sur les enfants à la rue, étude sur l'accompagnement des personnes étrangères en situation administrative précaire...).

Année d'accompagnement, notre marque de fabrique, accompagnement de 9 associations à mettre en œuvre le travail pair (projet soutenu par la Stratégie de lutte contre la pauvreté et la MEL), accompagnement du réseau d'adhérents à retisser des liens avec les CPAM (projet soutenu par la Stratégie de lutte contre la pauvreté et l'ARS Hauts-de-France).

Accompagnement des associations à penser un modèle différent : celui du CHRS hors les murs, accompagnement avec des formations innovantes et construites sur mesure en solo ou en partenariat avec des référents des domaines concernés.

2022, année symbolique, avec la concrétisation de la « maison de la FAS Hauts-de-France ».

Par-delà des travaux d'aménagement du siège social rendus nécessaires, l'idée de la « maison de la FAS » répond à quatre objectifs que la gouvernance s'était fixés : faciliter le bien-être de l'équipe salariée, favoriser le lien entre les salariés et les administrateurs par la réalisation en commun des travaux dans les locaux de la fédération, être plus ouverte à l'extérieur grâce à des outils de communication performants et innovants

en faveur de nos adhérents, de nos financeurs et être un lieu privilégié d'échange et de formation. Nous pouvons être fiers collectivement de notre maison, donnons-lui l'âme pour renforcer notre légitimité et notre représentativité.

Au niveau de nos sujets thématiques :

🟢 SUR LE VOLET HÉBERGEMENT-LOGEMENT :

Nous bénéficions encore des places ouvertes pendant l'épidémie de COVID, mais nous sommes conscients que la donne est en train de changer. La région Hauts-de-France échappe aux fermetures de places, mais elle doit faire la preuve qu'elle s'engage durablement dans une démarche de transformation du secteur AHI.

Nous sommes partants pour maintenir la qualité de nos prestations pour les personnes accueillies et accompagnées, mais le faire sur fond de restrictions budgétaires nous alerte et ce sans couvrir l'ensemble des besoins.

Si favoriser l'accès et le maintien dans le logement, que ce soit dans le cadre des territoires « logement d'abord » ou non, est inscrit dans notre ADN, nous ne pouvons que redire fortement notre difficulté à trouver des solutions de logement pérennes alors même que se creuse le déficit structurel entre des constructions neuves en panne, des attributions en diminution et des demandes en hausse continue.

Notre secteur est capable de répondre aux besoins de publics spécifiques quand les moyens nécessaires sont alloués : le contrat d'engagement jeune pour les jeunes en rupture et l'accueil des ménages ayant fui la guerre en Ukraine en sont deux illustrations probantes.

🟢 SUR LE VOLET EMPLOI :

La notion de parcours est notre fil rouge, elle sous entend un accompagnement global pour sécuriser l'accès et le maintien dans l'emploi.

Cet accompagnement est la marque distinctive que nous portons et assumons dans les travaux que nous menons pour le compte de de l'IRIAE dans le cadre du Comité Régional pour l'inclusion dans l'Emploi (CRIE). Ainsi nous avons travaillé le sujet des addictions, sujet qui avait été remonté par les permanents des SIAE dans le cadre de notre enquête sur les besoins d'accompagnement.

Parallèlement la Fédération a œuvré pour un rapprochement du monde de l'IAE avec celui de l'entreprise avec comme toile de fond le nécessaire croisement entre les attentes et les enjeux réciproques. C'est dans cet esprit qu'un des axes du travail du programme SEVE est le lien à l'entreprise.

🟢 SUR LE VOLET VEILLE SOCIALE :

L'instruction SIAO vient rebattre les cartes et annoncer la mise en œuvre d'un service public de la rue au logement, pointant un souhait de l'Etat de reprendre la main sur la gouvernance du dispositif. Nous continuons à souligner ce paradoxe : on demande à notre secteur de performer sur les phases diagnostic et orientation alors que nous ne maîtrisons pas le calibrage d'une offre en adéquation avec les besoins. Pourtant les droits existent mais toute la difficulté réside dans le fait de pouvoir les faire appliquer.

🟢 SUR LE VOLET SANTÉ :

Nous avons accompagné nos adhérents dans les domaines de l'addiction mais aussi ceux de l'hygiène de l'accès aux droits ainsi que celui du dépistage des cancers.

Perspectives

Notre environnement déjà rendu instable par la crise sanitaire se heurte à de nouvelles menaces :

- ▲ **Effets indirects de la guerre en Ukraine** avec les répercussions économiques brutales et imprévisibles sur les modèles économiques de nos structures (effet combiné de l'impact inflation / impact coût de l'énergie sur les charges d'exploitation face à des financements comprimés)
- ▲ **Non reconduction de certains programmes** et révision à la baisse de financements locaux
- ▲ **Réformes structurelles** affectant la plupart de nos activités

Les indicateurs régionaux ternissent encore plus cette situation d'ensemble au vu d'une augmentation sensible en nombre et en qualification des besoins de nos publics accompagnés, non couverts financièrement.

Au-delà de cette conjonction d'éléments conjoncturels et structurels, l'état général de notre société pose de nombreuses questions de fonds sur les notions de solidarité. En effet plusieurs enquêtes croisées récentes mettent l'accent sur les points suivants :

- ▲ **Dans notre devise républicaine seulement 15% des français mettent en avant la fraternité** reléguée loin derrière la liberté (57%) et l'égalité (27%)



- ▲ Une majorité de français jugent que notre société n'est pas solidaire et en corollaire se disent prêts à donner du temps ou de l'argent à un parent ou à un proche dans le besoin plutôt que de prêter main forte à des associations d'aide aux personnes vulnérables
- ▲ 7 millions de personnes bénéficient de prestations de solidarité (sans ces aides plus de 30% des français vivraient sous le seuil de pauvreté) mais notre modèle redistributif panse la société mais ne la soigne pas. Pour faire acte de solidarité, l'Etat devrait œuvrer efficacement contre les dysfonctionnements de notre marché du travail et ceux de notre système éducatif
- ▲ Le délitement du vivre ensemble se reflète dans les causes prioritaires à défendre. Ainsi aux yeux des français la protection des animaux est la première cause de solidarité devant les causes pour lesquelles nous sommes engagés (lutte contre la pauvreté, défense des droits au sein des foyers, accueil et accompagnement des réfugiés).

Tous ces constats alertent voire inquiètent car ils illustrent un mouvement de fond négatif à rapprocher de la crise de recrutement des métiers de l'humain par manque d'attractivité du secteur, et de la crise du bénévolat, induisant à terme des problèmes de gouvernance dans les associations.



Ce contexte complexe et fluctuant requiert de notre Fédération un positionnement fort, un sens de l'anticipation, une approche innovante des problèmes, un rôle de précurseur.

Positionnement : notre volonté est d'assurer en permanence un équilibre entre la vigilance voire la réserve à avoir sur la mise en partition de certaines politiques publiques et le dialogue constructif à alimenter avec les services de l'Etat et des collectivités locales, et ce pour trouver des réponses idoines aux besoins des publics accompagnés.

Notre volonté est d'avoir une parole politique forte et de peser dans les débats et combats, aux côtés de nos adhérents et en leur nom, dans les différentes instances représentatives pour pérenniser le fonctionnement de leurs structures, devenu inextricable par manque de personnel qualifié et par absence de visibilité sur la reconduction ou non des financements.

Sens de l'anticipation : il se décline dans notre aptitude à avoir une veille sociale pertinente et objective pour identifier les besoins émergents sur chaque territoire et dans notre capacité à qualifier les données demandées par les pouvoirs publics afin de sortir de la bataille des chiffres et d'alimenter les réflexions sur des enveloppes financières spécifiques. La parole des personnes de nos publics accompagnés doit être mieux prise en compte et entendue dans toutes nos instances.

Une approche innovante dans le traitement des chantiers : les notions de parcours que nous déclinons avec et pour les au niveau de nos publics accompagnés exigent l'optimisation de nos compétences internes mais aussi l'ouverture vers des référents externes au travers de nos participations à de nombreuses gouvernances.

De même l'ouverture et la coopération avec des acteurs du monde marchand doivent être amplifiées dans le contexte de dispositifs performants que nous portons (SEVE).

Un rôle de précurseur dans la recherche de bénévoles pour assurer soit le fonctionnement soit la gouvernance de nos associations et dans la sensibilisation des jeunes aux métiers de l'humain à côté des organismes de formation.

Un rôle de précurseur également dans l'éveil des consciences pour la défense des causes que nous soutenons et dans la préparation des jeunes générations aux notions de solidarité en encourageant la proposition de l'éducation à la solidarité dans les cursus scolaires.

Enfin précurseur dans la captation des ressources financières hybrides (fondations territoriales, fonds fléchés dans le cadre des politiques RSE des entreprises, fondations d'entreprise) et dans la valorisation des ressources humaines externes (bénévolat et mécénat de compétences pour le compte de nos adhérents).

Pour réussir cette feuille de route riche mais exigeante, la FAS Hauts-de-France doit continuer à grandir grâce à la conjonction de nouvelles forces vives (nouveaux adhérents, de taille et de sensibilités différentes, nouveaux talents au sein de l'équipe des salariés, nouveaux administrateurs et administratrices suite au renouvellement complet du conseil d'administration à l'assemblée générale 2023) et grâce à de nouvelles expériences, de nouveaux fonctionnements (regroupement d'adhérents sur un même territoire pour porter une action commune ou rédiger un plaidoyer, rapprochements de partenaires, mise en commun des compétences dans le cadre de certains réseaux, appropriation de nouveaux outils partagés).



Notre Fédération doit aussi faire vivre le projet fédéral ambitieux construit pour la période 2022-2027 autour d'axes forts : la conquête de nouveaux droits et la défense des droits existants, la construction de la solidarité à partir des personnes et territoires le développement des coopérations et le soutien et la promotion du travail social.

Au niveau des thématiques :

Une Fédération toujours au service des publics accompagnés et mettant en avant les principes de la participation des personnes concernées. L'esprit de co-construction doit être de mise dans les politiques tant au niveau des sujets logement/hébergement avec les PDALHPD, que du service public de la rue au logement, et la réforme de l'évaluation ou encore sur le volet emploi avec l'expérimentation « accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA » et les enjeux forts liés à la réforme à venir dans le secteur de l'IAE.

Le secteur de la santé ne sera pas en reste avec la mise en œuvre des mesures des assises de la santé mentale et de la révision du projet régional de santé (PRS).

De même, nous serons attentifs à la mise en œuvre des mesures liées aux politiques migratoires et défendrons l'idée que c'est l'approche de la protection qui doit prévaloir et non celle de la judiciarisation.

Le soutien de nos partenaires locaux, de nos élus sur les territoires, de nos financeurs, de nos adhérents et des personnes accueillies ainsi que le professionnalisme de notre équipe de salariés sont à la hauteur des défis qui nous attendent.

BUREAU ET CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs suite à l'Assemblée Générale du 2 Juin 2022

COLLÈGE BÉNÉVOLES

BAISE YVES	GRAAL	
BEUSSART Patrick	EVIE (Béthel Hébergement)	
CALONNE Dominique	L'île de la Solidarité	
CHARONNAT Mireille	Fondation Abbé Pierre	
D'AMECOURT Thibault	APREMIS	
DENIELE Hugues	ALEFFA	Président
DUCAMP Christine	La Sauvegarde du Nord	
DUMOULIN Philippe	Temps de vie	Vice-Président
MARC Hervé	APAP	
MORISSET Jean-Yves	SOLFA	
VANCAUWELAERT Anne-Marie	APSA	

COLLÈGE CADRES

CARPENTIER Bertrand	La Pose	Trésorier
DATHY Gaëlle	Accueil et Promotion	Secrétaire adjointe
DE CONINCK Vincent	ABEJ Solidarité	
GALLIANO Julien	APAP	Trésorier adjoint
LECONTE Olivier	Home des Flandres	
MOREAU Fabrice	GRAAL	
ROUVIERE Frédéric	La Sauvegarde du Nord	Secrétaire
SPICHT Franck	AFEJI	
VERHERTBRUGGE David	ADARS	

COLLÈGE INTERVENANTS SOCIAUX

CARPENTIER Déborah	APAP
CHOUIKHA Mélanie	AFEJI
LOISEAU Vincent	La Sauvegarde du Nord
ROUVILLIER Sophie	ADARS

COLLÈGE PERSONNES ACCUEILLIES ET ACCOMPAGNÉES

NGE ANYASOLI Catherine	APREMIS
-------------------------------	---------

CONSEIL DES TERRITOIRES

BELKALA Cathy	AAES	Vice-présidente Flandres Intérieure et maritime
CHOVAUX François	Blanzly Pourre	Vice-président Pas-de-Calais Littoral
DEMANZE Marc	APSA	Vice-président Pas-de-Calais Intérieur
DUMOULIN Jean-Christophe	ADARS	Vice-président Oise
LEROY Gwenaël	AGENA	Vice-présidente Somme
MORIVAL Vincent	Abej Solidarité	Vice-président arrondissement de Lille
RUDEWICZ Samuël	ARPE	Vice-président Hainaut-Cambrésis
SANCHEZ Bruno	Accueil et promotion	Vice-président Aisne



199-201 rue Colbert
Centre Vauban - Bâtiment Lille
2ème étage
59000 Lille
03 20 06 15 06
hautsdefrance@federationsolidarite.org
www.federationsolidarite.org/hauts-de-france



DÉLÉGUÉE RÉGIONALE

Tiffany THIROLLE

06 84 03 04 45

tiffany.thirolle@federationsolidarite.org

SOMME ET ARRONDISSEMENT DE LILLE

CHARGÉE DE MISSION

Olivia NOEL

06 16 96 73 79

olivia.noel@federationsolidarite.org

◆ Habitat ◆ Logement d'Abord

SOMME-OISE

CHEFFE DE PROJET

Anne-Béatrice DELAITE

06 75 20 51 96

anne-beatrice.delaite@federationsolidarite.org

◆ Accès à l'emploi ◆ Projets transversaux
◆ Santé

HAINAUT-CAMBRÉSIS-AISNE

CHARGÉE DE MISSION

Charlène PETOT

06 17 73 87 34

charlene.petot@federationsolidarite.org

◆ Publics ◆ Formation

PAS-DE-CALAIS INTÉRIEUR ET LITTORAL

CHEFFE DE PROJET

Delphine MORREEUW

06 08 28 11 98

delphine.morreeuw@federationsolidarite.org

◆ SIAO ◆ Veille sociale ◆ Hébergement

PAS-DE-CALAIS INTÉRIEUR ET LITTORAL

CHARGÉE DE MISSION

Émilie GARBE

07 50 59 05 96

emilie.garbe@federationsolidarite.org

◆ Seve

FLANDRES INTÉRIEURE ET MARITIME

ASSISTANT ADMINISTRATIF

Antoine DECOSTER

03 20 06 15 06

antoine.decoster@federationsolidarite.org

CHARGÉE DE MISSION

Emmie LEBRUN

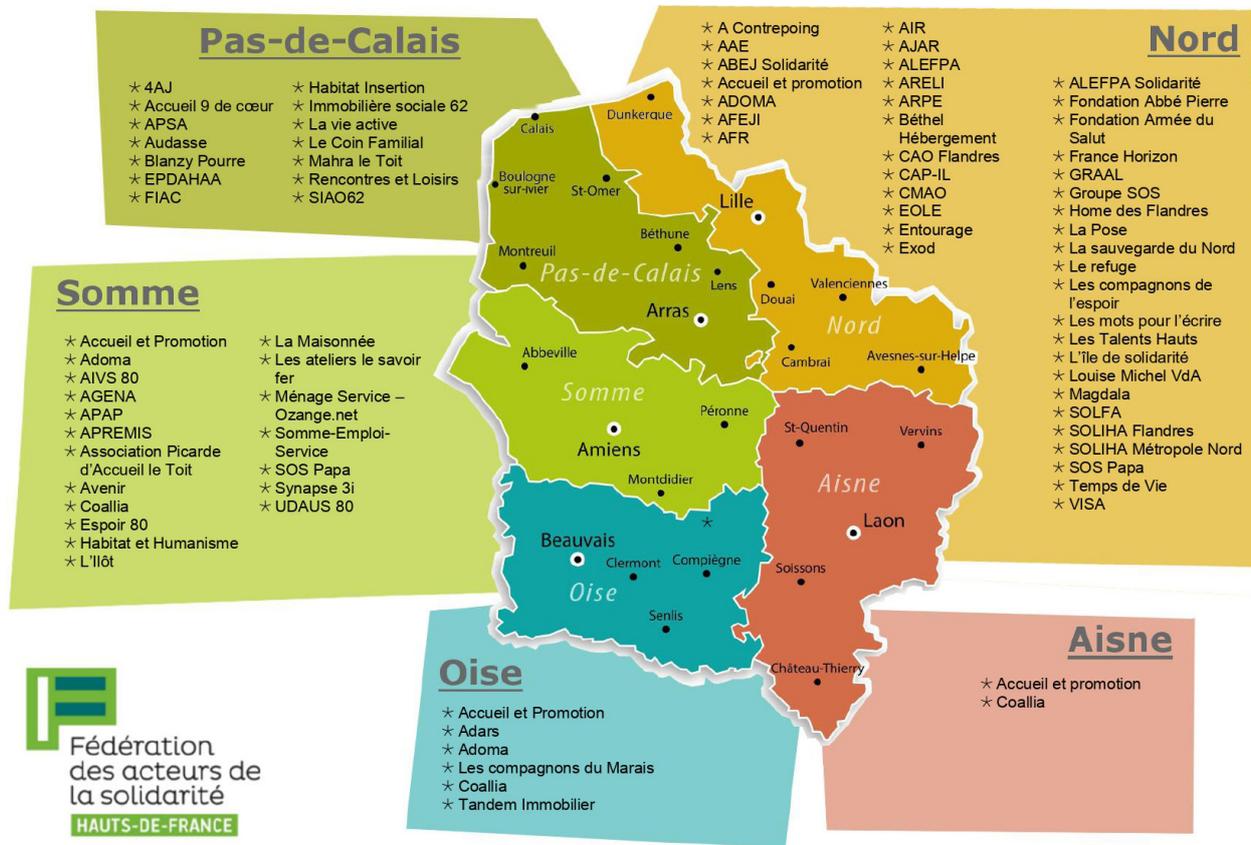
06 43 56 99 48

emmie.lebrun@federationsolidarite.org

◆ Santé ◆ Participation

HAINAUT-CAMBRÉSIS-AISNE

LES ADHÉRENTS DE LA FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ DES HAUTS-DE-FRANCE



Les moments forts

● Crise des métiers de l'humain : le combat continue



Depuis le mois d'avril 2021, notre Fédération Hauts-de-France s'est mobilisée pour rendre visibles les difficultés de recrutement et d'attractivité dans notre secteur. **Aux côtés des membres du Collectif « Crise des métiers de l'humain en danger »**, nous n'avons eu de cesse, tout comme au niveau national, de rappeler la nécessité de revaloriser les salaires, et de travailler autour de l'attractivité de nos métiers.

Plusieurs mesures ont été prises durant l'année 2022 : l'indemnité SEGUR ainsi que la hausse de la valeur du point des principales conventions collectives applicables dans notre champ. Si ces mesures vont dans le bon sens, elles ont malheureusement créé des tensions importantes au sein du secteur, et fait de nombreux « oubliés du SEGUR » !

Sans compter les oubliés « tout court » notamment dans le champ de l'IAE ! Et pour parfaire un tableau complexe, les associations doivent assumer des coûts qui leur sont imposés en tant qu'employeurs, sans pour autant qu'ils ne soient compensés par les financeurs ! Comment résoudre alors l'impossible équation ?

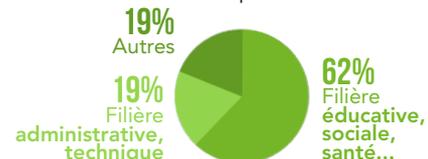


En chiffres

« Les oubliés du SEGUR » :

51% des ETP qui concourent à l'accueil et à l'accompagnement en hébergement et dans le logement des publics dans le secteur AHI-L ne bénéficient pas du SEGUR !

350 postes vacants chez les adhérents



Source : enquête FAS HDF septembre 2022

Malgré nos interpellations collectives ou au titre de la Fédération auprès de l'ensemble des collectivités et des financeurs, seule la Métropole Européenne de Lille a apporté son soutien à la mise en œuvre du SEGUR pour ses partenaires associatifs assurant des mesures d'accompagnement social liées au logement (FSL).

En région, la mobilisation a été soutenue :

- 29 mars 2022 : Communiqué de Presse du Collectif des métiers de l'humain en danger Hauts-de-France et Tribunes dans la Presse Quotidienne Régionale.
- 28 septembre 2022 : Petit déjeuner de crise à Amiens en présence du Président du Département de la Somme.
- 28 septembre 2022 : Mobilisation en Hauts-de-France à Lille – près de 10 000 personnes !
- 30 novembre 2022 : Conférence de presse « Crise des métiers de l'humain : la parole aux représentants des personnes accueillies et accompagnées ».



Et demain ?

La Fédération, aux côtés des autres membres du « Collectif des métiers de l'humain en danger », continuera à revendiquer une application du « SEGUR pour TOUS » lors des rendez-vous sollicités auprès des députés et sénateurs de la région.

🍌 Inauguration : de nouveaux locaux

Résolument tournée vers ses adhérents et vers l'avenir, la FAS a modernisé ses locaux pour permettre à l'équipe de salariés, ainsi qu'aux administrateurs, de bénéficier d'un outil de travail performant et en adéquation avec ses ambitions, avec **les nouvelles technicités et règles sanitaires**.

Après plus de 3 mois de travaux, pendant lesquels l'équipe a été accueillie par ses adhérents et partenaires, la « Maison de la FAS » a été inaugurée par les membres du Conseil d'Administration le 7 décembre 2022, **en présence de Nathalie Latour, Directrice générale de la Fédération nationale**. Nous pouvons désormais accueillir de petites réunions de travail, des visiteurs en co-working, des partenaires dans un espace convivial.



Ils ont mis la main à la pâte

POUR LE DÉMÉNAGEMENT



POUR LES TRAVAUX



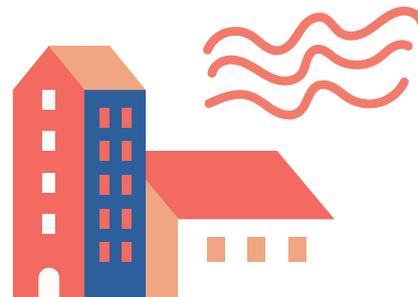
POUR L'HÉBERGEMENT DES ÉQUIPES



En chiffres



- 11 postes de travail
- 2 salles équipées visio
- 1 espace collectif
- 1 tonne d'engagements



Congrès national : deux actes pour un cap !



Prévu initialement en janvier 2022 à Rennes, le congrès s'est finalement déroulé en deux parties pour s'adapter à la situation sanitaire du moment. **L'acte I s'est déroulé en janvier 2022 à quelques mois de l'élection présidentielle** en direct sur les réseaux sociaux. Avec pour objectif de mettre la lutte contre la pauvreté dans le débat public, cet acte I a été l'occasion de débattre avec des expert-es et de rappeler aux candidat-es à la présidentielle que 11 millions de personnes en France ne sortiront pas de la pauvreté sans une volonté politique forte.

L'acte II des 15 et 16 juin 2022 à Rennes a réuni 1 000 personnes. Au programme : tables rondes, ateliers, débats, rencontres, village associatif, partage d'expériences.

Avec son Projet Fédéral rénové et sa plateforme de propositions, la Fédération a donné le cap pour les 5 années à venir : contribuer à ce que le plein-emploi en France s'accompagne enfin d'une réduction massive de la pauvreté et la précarité en France.

Retrouvez-les en un flash !

Le projet Fédéral 2022-2027



Le plateforme de propositions

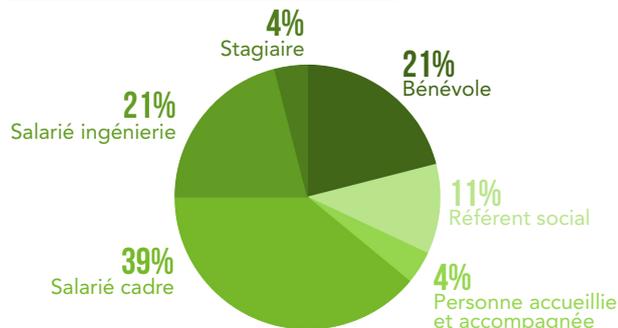


 *En chiffres*



3 témoignages issus de la région lors des ateliers et/ou tables rondes

Les participants des Hauts-de-France



THÉMATIQUES



● Implication dans la réécriture des schémas de la domiciliation

Dans le cadre de la réécriture du schéma de la domiciliation du Nord, la Fédération, en collaboration avec l'URIOPSS, a mené une consultation commune des organismes agréés afin de faire remonter les remarques et propositions d'ajustements sur les 6 orientations du projet de schéma déclinées en 24 fiches-actions visant à sa mise en œuvre opérationnelle. A l'issue de cette concertation, la Fédération a également participé aux 6 ateliers territoriaux de présentation et de déclinaison des orientations.



Et demain ?

- Poursuite de la participation aux groupes de travail dans le cadre de la réécriture du schéma département du Pas-de-Calais
- Organisation d'un webinaire de présentation de l'outil DOMIFA en partenariat avec l'UDCCAS du Nord

● Accompagner l'accès aux droits par le numérique

Dans le cadre du partenariat entre la Fédération régionale et Emmaüs, différentes actions ont pu être mises en place en 2022 :

- ▲ La Fédération a co-animé le comité de pilotage de restitution des travaux du projet collectif « **Ouvrir ses droits en 1 clic : du numérique dans l'accompagnement social !** ». Ce projet visait à structurer une offre d'inclusion numérique au sein de 7 associations de la métropole de Lille afin de faciliter l'accès aux services essentiels pour les publics les plus fragiles.
- ▲ Présentation du projet « **Ruralité connectée** » déployé dans les départements de l'Aisne et du Pas de Calais qui s'appuie notamment sur le dispositif des Conseillers Numériques. Le projet Ruralité Connectée vise à intervenir directement dans les structures pour proposer des ateliers d'accompagnement numérique pour leurs publics. Ces interventions serviront de support pour faciliter le passage à l'action de ces structures sur la mise en place d'une offre de médiation numérique pour leur public.



- Un sondage auprès des adhérents sur les difficultés rencontrées et une rencontre avec la CAF du Nord
- 2 nouvelles associations adhérentes dans le projet Maraud'In
- Soliguide : appui aux équipes de Solinum pour démarquer les partenariats
- Participation à l'étude sur l'accès aux droits sur la MEL en partenariat avec l'UDCCAS du Nord

Placer le SIAO au cœur du Service public de la rue au logement

C'est l'ambition portée par la DIHAL à travers l'instruction du 31 mars 2022 relative aux missions des SIAO. Cette instruction pose à la fois un cadre stratégique rénové qui intègre les évolutions récentes des politiques publiques mais aussi un cadre opérationnel concret pour accompagner les SIAO dans l'appropriation de leurs missions. Au-delà de la régulation de la demande et du pourvoi des places, ils doivent également assurer le suivi de la progression des parcours des personnes sans domicile.

Pour ce faire, avec les SIAO des Hauts-de-France, la Fédération et le SIAO de l'Oise ont travaillé sur un outil d'analyse des différentes missions et leurs déclinaisons locales. Cet outil a pu être partagé plus largement avec l'ensemble des SIAO adhérents à la fédération nationale.



Et demain ?

La Fédération accompagnera les trois SIAO du département du Nord sur l'évaluation de la mise en œuvre de cette instruction.

AMI grands marginaux

Pour mémoire : 4 projets étaient portés dans la région : Lille, Villers Saint Paul, Lens et Amiens.

La Fédération a organisé un webinaire le 25 mars 2022

Objectif : à partir des porteurs de l'appel à projet «grands marginaux», évaluer l'avancée de leur projet, leurs éléments de bilan, les leviers, les freins dans l'accompagnement des publics.

Présentation et échanges approfondis avec 2 d'entre eux.



En chiffres

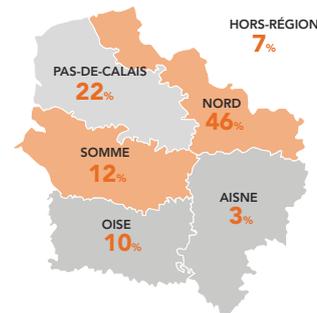


4 projets dans la région
59 participants

Répartition des fonctions



Répartition par département





ANIMATION RÉGIONALE : LA COMMISSION SIAO



4 réunions de commission
50 participants
28 personnes différentes
17 structures représentées



72%



28%



Et demain ?

La remise en place
du groupe de travail
régional sur l'observa-
tion sociale



Répartition des fonctions



Répartition par département



- La participation de la région à l'enquête écoutants 115
- Mobilisation nationale des SIAO et écoutants 115 pour leur intégration dans le ségur social
- L'accompagnement des SIAO du Nord et du Pas-de-Calais pour la bascule du système de gestion opérationnel des appels 115

Transformation de l'offre d'hébergement

Les travaux autour de la transformation de l'offre du parc Accueil-Hébergement-Insertion (AHI) se sont poursuivis en région en 2022. La DREETS a ainsi initié un cycle de réflexion-action avec la mise en place de groupes de travail pilotés par les têtes de réseaux. La Fédération, qui avait initialement accepté de co-piloter 2 groupes de travail, a - dans un contexte où notre secteur est malmené et dans une démarche de travail dont l'objectif majeur est celui d'une réduction des coûts et/ou du nombre de places - revu sa position et décidé de se retirer du pilotage.

La Fédération a néanmoins mobilisé des représentants dans les différents groupes de travail et a participé à la séance de restitution intermédiaire des travaux en présence du Préfet de Région. Elle y est notamment intervenue pour évoquer les difficultés liées à l'attractivité et la revalorisation de nos métiers.

Accompagnement d'adhérents dans la faisabilité de leurs projets CHRS Hors les murs

La Fédération, avec le soutien de la DREETS Hauts-de-France, a déployé un programme d'accompagnement au CHRS Hors les murs auprès de 6 associations adhérentes volontaires pour l'élaboration d'une étude de faisabilité : identification des axes structurants du modèle à déployer et évaluation de son impact sur leurs organisations.

L'accompagnement s'est articulé autour de

▲ **Temps d'échanges collectifs** qui ont permis de partager autour des freins à lever, l'amélioration de l'existant et les propositions concrètes d'innovation.

▲ **Mais également de temps d'accompagnement individuel** à l'écriture de l'étude de faisabilité et d'appui technique



Et demain ?

Une évaluation sur les suites concrètes de cet accompagnement sera réalisée début 2023.

Renouvellement de la convention entre la Fédération et l'Union Régionale pour l'Habitat Hauts-de-France (URH)

25 Novembre 2022 : L'URH Hauts-de-France et de la FAS Hauts-de-France s'engagent à nouveau ensemble en faveur du logement des plus démunis en signant le renouvellement de leur convention partenariaux.



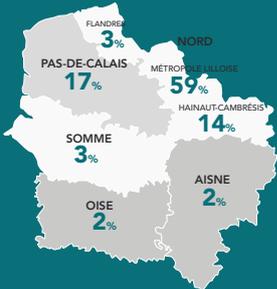
Un outil à destination des ménages pour faciliter l'accès au logement social

Cet outil pratique, coconstruit par les bailleurs et les associations lors des cycles de travail partenarial s'adresse aux ménages accompagnés pour les guider dans leurs démarches d'accès puis de maintien dans le logement social. Cet outil a également pour vocation d'être une base partagée d'accompagnement pour les travailleurs sociaux et les bailleurs.

En chiffre

2 réunions
152 participants
125 pers. différentes

76%  24% 



Et demain ?
Les travaux autour de
l'outil se poursuivront
en 2023



Enquête « surcoûts »

Face à la hausse des coûts de l'énergie, les adhérents de la région se sont mobilisés en répondant massivement à l'enquête conduite par la Fédération nationale.

Cette action a permis de contribuer à la prolongation du bouclier tarifaire gaz et à la mise en place pour le secteur du bouclier tarifaire électricité.

65% des associations répondeantes

estiment que l'impact des surcoûts liés à la hausse des prix de l'énergie (gaz mais aussi électricité) menace à court ou moyen terme la pérennité de leur fonctionnement.

Journée « Accompagnement des personnes sous main de justice dans le Pas-de-Calais »

Le 30 Juin 2022, 113 personnes (juges, services pénitentiaires d'insertion et de probation, travailleurs sociaux, ...) ont participé à la journée départementale organisée conjointement par le Département du Pas-de-Calais et la FAS Hauts-de-France : « quel accompagnement (durant le séjour et à la sortie) proposé aux personnes sous main de justice dans le Pas-de-Calais, pour prévenir les ruptures et les récidives ».

30 JUIN 2022 ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES SOUS MAIN DE JUSTICE dans le PAS DE CALAIS

PRÉVENIR LES RUPTURES EN SORTIE DE DÉTENTION

→ RETROUVER UNE PLACE dans sa société
→ PERMETTRE sa 2^e chance

DÉTENTION ET PAUVRETÉ

- UNE PÉNALISATION QUI PEUT ÊTRE DE MEILLEUR NIVEAU DÉPENDANT DES ACCÈS AUX DROITS DE FORMATION ET D'ÉVALUATION DES PRISONS
- LES DROITS SOCIAUX DIFFICILES À ACCÉDER
- 24% de la population est en situation de précarité
- DEVELOPPER LES INTERMÉDIAIRES LA PROTECTION
- PRODIGER LES REPRÉSENTATIONS SEULS LES PERSONNES PRÉSENT DE PRISON
- DIFFICULTÉ À POURSUIVRE ET RATER À BIEN LES BÉNÉFICES

LE PARCOURS des personnes

- DIFFICULTÉ DE NE S'COMMETTRE À UN SEUL NIVEAU EN CAS DE CHANGEMENT D'HEBERGEMENT
- LE LOGEMENT: GROSSE IMPACT SUR L'ACCÈS À L'EMPLOI
- LE SPIC DOIT LANCER: LES ABOUSIONS, LES SÉQUELLES, LES PROBLÈMES DE SANTÉ, LES PROBLÈMES DE REINTEGRATION
- L'ADHESION / LA CONTRACTUALISATION
- CIBLER LES PERSONNES AYANT LE + BESOIN D'ACCOMPAGNEMENT
- INDIVIDUALISER LE BESOIN D'UN RESEAU INTERCONNAISSANCE - COMMUNICATION
- ACCÈS À L'EMPLOI
- PRENDRE EN CHARGE LES TROUBLES PSYCHIQUES
- ÉVALUER ET FAIRE RETOURNER LA PERSONNE
- TRAVAILLER LE LIEN DEBANS / DEHORS: CRÉATION DES COORDONNATEURS JUSTICE - POLE EMPLOI

ORIENTATION

- ACCÈS AU LOGEMENT ou Hébergement
- Le retour au collectif
- La culture de la vie libre se fait progressivement

LA SEMI-LIBERTÉ

- LES TRAVAILLES DEMANDÉS ET PAS DE LOGEMENT
- EXTRAIRE AU MAXIMUM LES BÉNÉFICES DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA LIBERTÉ CONTRÔLÉE
- LA SEMI-LIBERTÉ
- LES TRAVAILLES DEMANDÉS ET PAS DE LOGEMENT
- EXTRAIRE AU MAXIMUM LES BÉNÉFICES DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA LIBERTÉ CONTRÔLÉE

COMPLEXITÉ

- SI LES Juges ont un BESOIN D'OUTILS POUR S'Y RETROUVER, POUR SE FORMER, BESOIN D'UN RESEAU INTERCONNAISSANCE - COMMUNICATION
- ÉVALUER LA COMPLEXITÉ ET LA VIE
- TOUT EN COMMUNIQUANT
- POUR SE POSER
- STABILISER LES RESSOURCES
- S'APPUYER SUR LA FORMATION
- QUE LA FORMATION NE SOIT PAS UN OBJET D'ÉVALUATION
- INDICATEUR DE LA 2^e CHANCE

Les pistes de travail, reprises par un facilitateur graphique, reflètent une volonté de mieux faire ensemble et de trouver des solutions alternatives et anticipées d'accès au logement.



- ▲ La poursuite de l'accompagnement CPOM pour les associations du Pas-de-Calais
- ▲ La mise en place d'une formation sur la réforme de l'évaluation ESSMS
- ▲ La participation aux travaux sur la réforme de la tarification CHRS
- ▲ La coanimation d'un séminaire sur la mise en œuvre du DALO dans le Nord en lien avec le comité de veille DALO Nord
- ▲ L'implication dans la mise en œuvre et le renouvellement des PDALHPD du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme
- ▲ La poursuite de l'appui au développement des pensions de famille via l'animation de temps dédiés aux élus
- ▲ La participation en Région aux réunions du CRHH, et dans les territoires à celles concernant la lutte contre les expulsions, l'habitat indigne, la domiciliation, la mise en place des CIL, l'IML, le DALO... ainsi que d'autres instances liées à l'hébergement et l'habitat

ANIMATION FÉDÉRALE



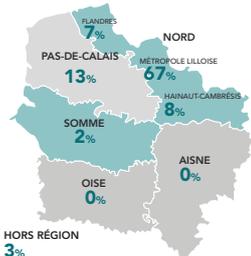
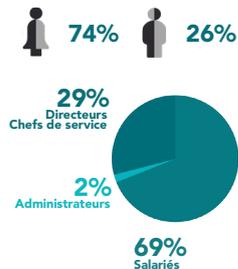
« Nous sommes condamnés à faire mieux, à faire ensemble. Aucun d'entre nous n'a toutes les réponses, toutes les compétences pour remettre « l'homme debout » car même avec un passé il a droit à un avenir. Aujourd'hui on s'engage tous ensemble. »

Mantra, issu du discours de Mireille Charonnat journée Justice



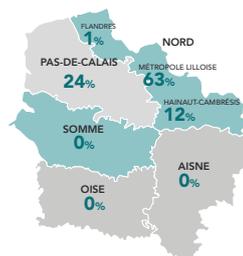
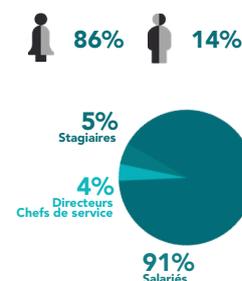
COMMISSIONS HÉBERGEMENT ET HABITAT

 **5** réunions de commissions
96 participants
72 pers. différentes
50 structures représentées



LE GROUPE HÔTES DES PENSIONS DE FAMILLE

 **3** réunions
76 participants
52 pers. différentes
31 structures représentées



Programme SEVE Emploi

Les personnes sans emploi ne se complaisent-elles pas un peu dans l'oisiveté ?



SIAE ensemble vers l'emploi est un programme qui outille les structures dans une démarche d'accompagnement au changement, sur le lien à l'entreprise et les principes de la médiation active.

Temps fort de l'année 2022 : une journée interrégionale organisée avec les Régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté avec comme thématique : **les stéréotypes ? SEVE-QUI-PEUT !** Une belle occasion pour les 13 structures accompagnées de la région accompagnées cette année-là de prendre du recul sur l'impact des représentations sur les pratiques d'accompagnement.

En chiffres



27 SIAE participantes

161 participants

dont 55 professionnels de la Région Hauts-de-France

« Il faut se méfier de nos certitudes dans ce qu'on met en place auprès du public. On peut nous même faire complètement fausse route, nous laisser guider par nos représentations et SEVE a permis de bien re-situer les choses. »

Didier Collet, ADF 02

Et demain ?

Le programme poursuit son déploiement avec l'accompagnement de 7 nouvelles SIAE en 2023. Par ailleurs, la Fédération en lien avec ses partenaires devra mener une réflexion et un plan d'action pour un SEVE de droit commun dès 2024.



Campus Interactif de l'Inclusion dans l'emploi : lancement de la Communauté des ASP et des CIP

Sécuriser l'inclusion dans l'emploi au-delà
des compétences liées au support d'activité !

Dans le cadre des travaux du Comité régional de l'inclusion dans l'emploi, la Fédération co-pilote pour l'IRIAE (inter-réseau) l'animation du Campus dont l'objectif est notamment de **proposer aux équipes des SIAE des espaces de rencontres, des outils et différentes actions pour sécuriser l'accompagnement des personnes salariées en insertion.**

Les membres du Comité régional de l'inclusion dans l'emploi ont convenu de la nécessité de lancer une enquête à destination des ASP et des CIP pour recueillir et affiner leurs besoins en matière d'accompagnement social.

Fort des résultats de l'enquête, un premier webinar, « **Accompagnement et addictions** » s'est tenu le 22 novembre.

Une participation en nombre des professionnels de SIAE ou d'entreprises adaptées qui atteste du souci d'accompagner au mieux les publics autour de la question des addictions. L'implication de l'ensemble des acteurs...qu'il s'agisse des acteurs de l'emploi et de ceux de la prévention et du soin est tout à fait essentielle...et complémentaire !



En chiffres



221 personnes inscrites dont
121 personnes en ACI
40 en AI
21 en AE
16 en EI et ETTI



Et demain ?

Parmi les besoins relayés par les structures autour des problématiques d'addictions, ce sont essentiellement les besoins de formation qui ressortent : en matière de postures professionnelles, sur les aspects réglementaires, et en matière d'interconnaissance des acteurs de l'addictologie.

Dès 2023, aux côtés des réseaux spécialistes de la région et des équipes de l'ARS et de la DREETS, une réflexion sera menée pour construire un plan de formation spécifique à destination des SIAE sur ces questions.



RSA

En 2022, la Fédération s'est fortement mobilisée avec ses adhérents et ses partenaires autour du déploiement du nouveau plan départemental d'insertion pour le département du Nord. **Elle a fait un recueil des difficultés rencontrées par les structures chargées de l'accompagnement des allocataires du RSA.** Pour ce faire, elle a mobilisé les adhérents via l'animation fédérale mais également en mettant en place des temps d'échanges dédiés avec les établissements concernés.

En parallèle, elle a alerté les élus et services techniques du Conseil départemental du Nord au moyen de courriers puis dans le cadre de réunions mensuelles organisées à partir de septembre 2022.

Dans le cadre de ces rencontres, la Fédération a été chargée, par le Département, de coordonner les échanges avec les autres têtes de réseaux.



En chiffres



3 réunions avec les services du Département du Nord
3 courriers rédigés en inter réseaux au Conseil départemental

Et demain ?

La Fédération va continuer de se mobiliser avec les adhérents pour le droit des personnes bénéficiaires du RSA. Elle va organiser des réunions annuelles ou biennuelles avec les adhérents concernés par le déploiement du PDI. Elle continuera de prendre part aux échanges avec le Département du Nord par le biais de ses représentant.e.s.



Soutien au déploiement des programmes Convergence et Premières Heures en Chantier

Les programmes « Premières Heures en Chantier » et « convergence » visent à proposer un sas temporaire de reprise d'activité et un accompagnement renforcé par les chantiers d'insertion.

Aux côtés de Convergence France et de l'IRIAE Hauts-de-France, la Fédération a communiqué autour du programme Premières heures en chantier et soutenu l'organisation de temps de présentation à destination de ses adhérents et de tout chantier d'insertion susceptible d'être intéressé par le programme. Des échanges réguliers se sont tenus tout au long de l'année avec Convergence France au regard des perspectives de déploiement du programme.

Dans la perspective du rapport-avis du CESER Hauts-de-France « De l'inégal accès à l'inclusion dans l'emploi, des solutions existent pour les personnes qui en sont les plus éloignées », la Fédération a également participé à l'organisation d'une présentation de ces programmes à destination des membres de la Commission 9 du CESER « Prévention et lutte contre les inégalités et la pauvreté ».

Forte mobilisation des SIAE autour du projet collectif « L'hygiène c'est la santé » !

Dans le cadre de la Stratégie Nationale de lutte contre la Pauvreté, et avec le soutien de l'ARS Hauts-de-France, la Fédération a déployé le projet « L'Hygiène c'est la Santé ! » pour renforcer l'accompagnement des personnes en matière d'accès aux droits, d'accès aux soins, de maintien des gestes d'hygiène, d'estime de soi...

Avec l'appui de l'IRIAE Haut-de-France, 20 SIAE de la région, véritables partenaires de ce projet collectif, ont participé à la confection de 5200 sacs en tissu qui composent les kits hygiène.

Les groupes de travail ont été riches en échanges pour organiser la collaboration, discuter du cahier des charges, étudier les possibilités de création...et surtout mettre en avant les talents des équipes des SIAE !



Et demain ?

Provoquer de nouvelles opportunités de collaboration avec les SIAE de la filière textile !



Et demain ?

La Fédération apportera son soutien à toute démarche de valorisation des deux programmes renouvelés et élargis.



Parler addictions en pensions de famille

Depuis 2015, le projet « Parler addiction en pensions de famille », soutenu par l'ARS, est déployé chaque année auprès des pensions de famille de la région.

Ce projet propose d'apporter des réponses en termes de connaissances et compétences pour les résidents et les professionnels sur une problématique commune au sein des pensions de famille : celle des addictions et de l'estime de soi. Il s'articule autour des temps forts suivants :

- ▲ Une représentation théâtrale suivi d'un débat
- ▲ Trois ateliers addiction et 6 ateliers bien-être menés dans chaque pension de famille.
- ▲ Une formation pour les professionnels.

Cette année, avec l'appui de la Fédération Addiction, l'action a également fait une place aux CSAPA qui ont réalisé les ateliers santé-addictions auprès des résidents.



En chiffres



6 associations regroupant 11 pensions de famille ont participé à l'action

60 personnes (dont 11 professionnels) ont participé à la pièce de théâtre et en ont été satisfaites, et plus de **80% des participants déclarent souhaiter participer aux ateliers.**

11 professionnels ont été sensibilisés à la consommation de substances psychoactives et à leurs usages. D'ailleurs les évaluations montrent une réelle montée en compétences sur cette thématique

100% des ateliers prévus ont été réalisés et en grande majorité les participants en sont satisfaits.

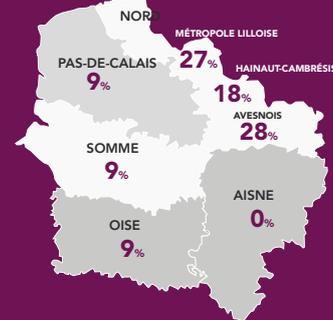
67% des participants aux ateliers pensent à l'issue des ateliers changer leurs habitudes.



Et demain ?

Dès mars 2023, un nouvel appel à mobilisation sera lancé ! 6 à 10 nouvelles pensions de famille pourront à nouveau bénéficier de l'action !

Une évaluation à long terme sera réalisée en 2023 afin de mieux percevoir les retombées de ce programme.



La précarité hygiénique : un facteur d'exclusion sociale



Avec le soutien de la stratégie de lutte contre la pauvreté et de l'ARS Hauts-de-France, la Fédération a déployé le projet « L'hygiène, c'est la santé » qui vise à renforcer l'accompagnement des personnes en matière d'accès aux droits, d'accès aux soins, de maintien des gestes d'hygiène, d'estime de soi (...) et à outiller les professionnels pour aborder les questions de santé et d'hygiène.

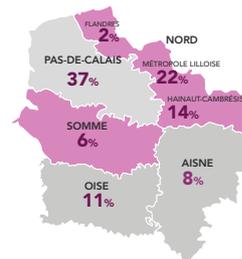
Plusieurs temps ont été organisés :

- ▲ Temps d'échanges professionnels de l'insertion / CPAM locales pour une meilleure connaissance des dispositifs
- ▲ Temps de formation des professionnels de l'insertion pour faciliter l'abord de la thématique hygiène avec leur public
- ▲ Remise de kit d'hygiène pour les personnes
- ▲ Mise en place de projets santé dans les structures (réalisation en 2023)



En chiffres

6 sessions de formation
78 professionnels de structures d'insertion
5000 bénéficiaires des kits d'hygiène :



Et demain ?

En 2023, les différentes structures de l'AH1 participantes au projet devront mettre en place leurs actions de prévention afin de distribuer les kits à leur public. Plusieurs thématiques pourront être traitées lors de ces ateliers : l'hygiène, l'estime de soi, ...



Question de femmes ou comment aller-vers les femmes en situation de précarité

L'accès au programme de dépistage organisé du cancer du col de l'utérus, et plus globalement le suivi gynécologique et les questions d'intimité sont trop souvent relayés au second plan pour les femmes en situation de précarité. L'action « Questions de femmes » sensibilise les femmes âgées de 25 à 65 ans, accueillies dans les structures d'insertion et les centres sociaux, à la nécessité d'avoir un suivi gynécologique régulier, de promouvoir le dépistage organisé du cancer du col de l'utérus, d'aborder les questions intimes au sens large. Les professionnels de ces structures ont également reçu une formation pour mieux délivrer les différents messages de prévention.



En chiffre



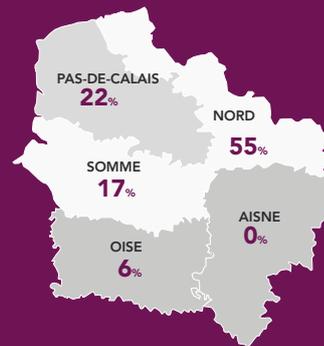
- 18** structures bénéficiaires
- 4** rencontres à destination des professionnels
- 20** temps d'animation à destination des femmes
- 135** femmes sensibilisées au dépistage du cancer du col de l'utérus



Et demain ?

En 2023, la dernière phase d'évaluation sera lancée afin de mieux percevoir les retombées de ce projet.

Coordonner depuis plusieurs années par la FAS, ce projet sera désormais piloté par le CRCDC Hauts-de-France.



**DÉPISTAGE
DESCANCERS**
Centre de coordination
Hauts-de-France



Dons tous azimuts

Cette année encore, la FAS Hauts-de-France a reçu des dons qu'elle a redistribué à ses adhérents. Suite aux actions que nous avons menées durant la période COVID, la Fédération continue à être identifiée par des acteurs privés comme pouvant être **une véritable courroie de transmission vers les associations de lutte contre l'exclusion de son réseau.**



Du gel hydroalcoolique avec la Fondation Norauto

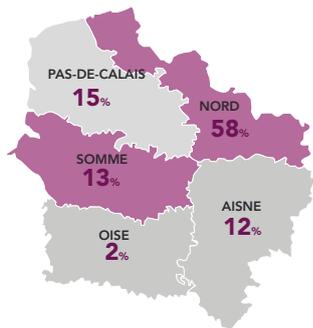
Grâce à la coordination conjointe de la **Fondation Norauto** et de la FAS Hauts-de-France, au don de l'entreprise Norauto, et à l'utilisation de son circuit logistique, **des flacons de gel hydroalcoolique de 100ml** ont été distribués aux adhérents des FAS Hauts-de-France et Occitanie.



En chiffres



1 185 litres
5 départements
24 associations



Des pompes de gel hydroalcoolique avec l'entreprise Lymagine

Grâce au don de la société **Lymagine**, située à Hazebrouck, **150 pompes de gel hydroalcoolique à pédale** ont été remises aux adhérents de la région.

L'**ACI l'Arc** (Habitat insertion) a grandement contribué à la réalisation de cette action, notamment en réceptionnant dans ses hangars logistiques les dons, et en les restituant aux associations de la région.

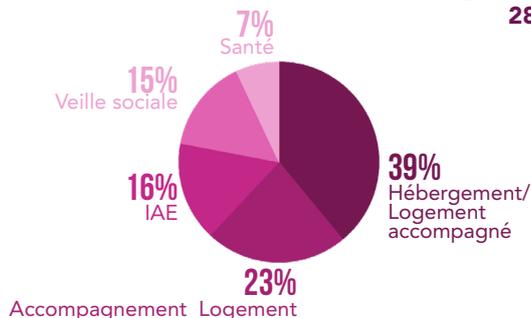


En chiffres



150 bornes
5 départements
28 associations

Répartition des dons par structures



Vis ma vie

mieux se connaître pour mieux accompagner

En 2022, les stages croisés entre les professionnels du secteur de l'insertion et de l'addictologie se sont poursuivis. L'objectif est simple : découvrir le quotidien de l'un et de l'autre, et par ce biais favoriser l'interconnaissance de ces deux mondes, pour mieux travailler ensemble et créer des ponts qui favoriseront une meilleure prise en charge des personnes.

Au total, ce sont 6 binômes qui ont été créés en 2022 :



CHRS Le Phare de Béthune &
EPSM Val de Lys Artois



Pensions de famille de Verquin &
CSAPA le jeu de paume à Béthune



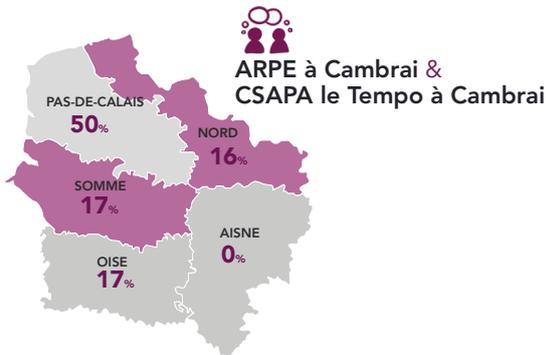
Pension de famille Hallicourt &
CSAPA ABCD de Béthune



Agena à Amiens &
CSAPA Le Mail à Amiens



LADARS à Nogent &
CSAPA le Sato à Creil



Et demain ?

La Fédération Addiction, ainsi que la FAS ont le souhait de poursuivre cette action de stages croisés. Néanmoins, de nouvelles modalités sont à travailler pour faciliter leur mise en place, notamment dans le secteur de l'addictologie.

Travail pair... Vous avez dit travail pair !?

Faisant le constat qu'en dépit des expérimentations menées le travail pair reste peu développé, la Fédération a proposé à ses adhérents de s'engager ou de se réengager dans la démarche tout en étant accompagnés. **Le projet « Faciliter l'appropriation et le développement du travail pair dans les associations des Hauts-de-France »** a permis à 9 structures adhérentes (abej SOLIDARITE, ADARS, AGENA, APAP, ARPE, Blanzy Pourre, Habitat Insertion, Home des Flandres et La Sauvegarde du Nord) de bénéficier de cet accompagnement, sur l'ensemble des Hauts-de-France.

Ayant déjà recruté une travailleuse pair, la CMAO a pu bénéficier d'un soutien de la Fédération pour l'intégration de cette nouvelle professionnelle au sein de l'équipe.

Afin de leur permettre de s'approprier la philosophie du travail pair, chaque équipe a bénéficié de deux ateliers notamment destinés à lever les freins au recrutement d'un.e travailleur.euse pair et à élaborer une fiche de poste adapté aux besoins du service.

Certains adhérents ont également été accompagnés dans le processus de recrutement dans un troisième atelier.

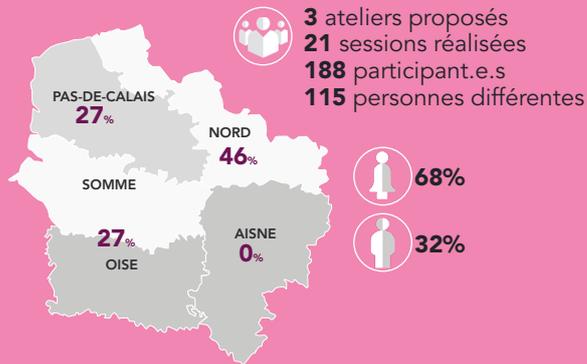
Pour parfaire l'accompagnement et aller plus loin dans les changements de pratique, la Fédération a proposé aux structures une formation « **Initiation aux pratiques orientées vers le rétablissement et le pouvoir d'agir** » dispensée par WFX Formation.

Et demain ?

L'ensemble des structures bénéficiera de la formation sur le rétablissement et le pouvoir d'agir. La Fédération organisera l'animation des ateliers pour les structures concernées. Après la prise de fonction des travailleurs et travailleuses pairs recruté.e.s, la formation « Réseau Expérience Soutien Pair aideance » sera déployée à destination de ces professionnel.le.s sur le premier semestre de l'année 2023. Un dernier atelier sera proposé aux structures autour de la pérennisation des postes de travailleurs pairs.



Les ateliers



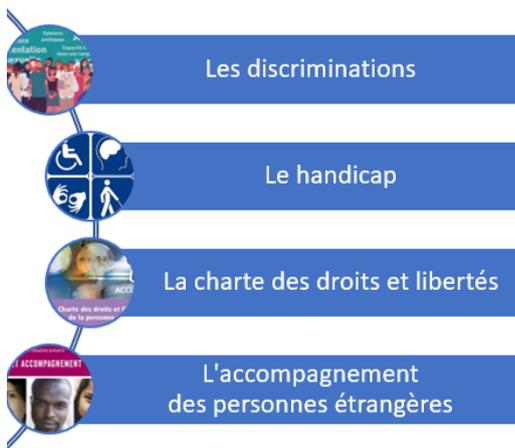
La formation « Initiation aux pratiques orientées vers le rétablissement et le pouvoir d'agir »



CRPA : l'instance de représentation des personnes accueillies et accompagnées.

Le Conseil Régional des Personnes Accueillies et Accompagnées permet aux personnes en situation de précarité de donner leur avis sur les politiques publiques qui les concernent. Fort de ses délégué.e.s élu.e.s annuellement, et du soutien à son portage opérationnel par la FAS, il porte la parole de ceux qui n'osent parfois plus la prendre.

Sur l'année 2022, le CRPA Hauts-de-France a organisé 4 plénières à travers toute la région. Le CRPA Hauts de France a connu une forte dynamique cette année au sein des plénières, avec un nombre participant.e.s record. La proportion professionnel.le.s / personnes accompagnées est pertinente.



En chiffres

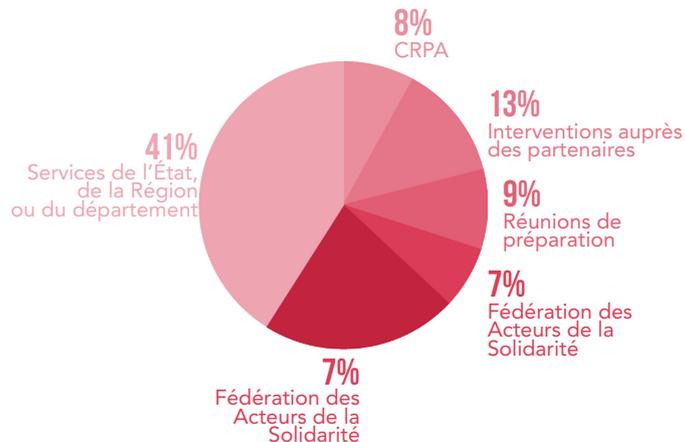


4 plénières
367 participant.e.s
166 propositions



Représentations

Sur l'année 2022, les délégué.e.s ont été très actif.ve.s avec la conquête de nouvelles représentations notamment des CO-MED du département de l'Oise et du Pas de Calais :





Dans le cadre du contrat d'engagement Jeune, et en lien avec l'offre d'accompagnement vers l'emploi proposée par les Missions locales, les ministères de la Transition écologique, du Travail, de l'Emploi et de l'insertion et des Solidarités et de la Santé ont lancé un appel à projets pour la mise en place du **"contrat d'engagement jeune – volet jeunes en rupture"**.

Cet appel à projets découle notamment de la mobilisation de plusieurs associations et têtes de réseaux pour la prise en compte des jeunes les plus éloigné.e.s des dispositifs de retour à l'emploi. La Fédération nationale a largement porté, dans ses actions de plaidoyer, une véritable prise en compte des jeunes les plus précaires, parfois en rupture avec les services publics dont le SPIE fait partie. A cela s'ajoute l'impossibilité pour certains jeunes, notamment ceux âgé.e.s de 16 à 25 ans, de recourir à certaines aides telles que le revenu de solidarité active.

L'appel à projets encourageait les porteurs de projets à cibler prioritairement les jeunes cumulant des difficultés (sans diplôme, sans emploi, ayant des conduites addictives, isolés, en situation de handicap...).

Sur le territoire de la MEL, un consortium d'adhérents de la Fédération a apporté une réponse commune à cet appel à projet afin de créer une plateforme "Jeunes" qui permettrait une meilleure coordination entre le service public de l'insertion et de l'emploi et celui de la rue au logement.

La Fédération a permis la rencontre des adhérents intéressés et a identifié la CMAO comme porteur du projet de consortium. **Cinq rencontres ont eu lieu et ont permis de repérer les besoins de chaque structure engagée dans le projet et de positionner en complémentarité avec l'ensemble des acteurs.** Les missions locales de Lille, Métropole Sud, Roubaix-Lysez-Lannoy, Villeneuve d'Ascq et Val de Marque ont été associées aux groupes de travail dans le but d'enrichir la réflexion des structures engagées.

Sur le territoire des Flandres, un consortium d'adhérents de la Fédération a également apporté une réponse à l'appel à projets sous le portage de la Coordination Accueil Orientation de Dunkerque. Le consortium a élaboré une réponse en lien avec plusieurs partenaires dont le CCAS de Dunkerque et la CPAM. La Fédération a apporté son soutien aux associations engagées dans la démarche par le biais d'une lettre de soutien.



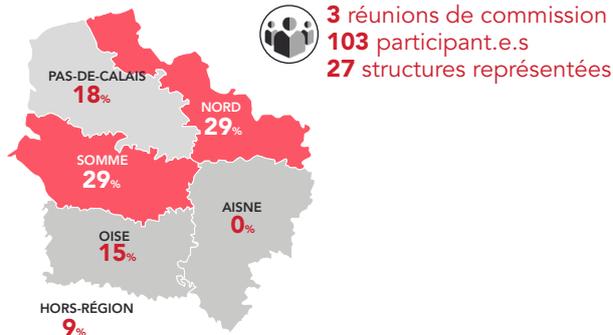


ANIMATION FÉDÉRALE : LA COMMISSION RÉFUGIÉ.E.S / MIGRANT.E.S

En 2022, la Commission a initié une nouvelle dynamique dans le cadre des échanges qu'elle propose. Au premier semestre, deux professionnelles sont intervenues sur des sujets de fond : une psychologue de l'Equipe Mobile Psychiatrie Précarité (EMPP) sur l'état de stress post-traumatique et la chargée de mission discriminations de la FAS Ile-de-France sur l'accueil en hébergement des personnes LGBTIQ+. Au second semestre, la Commission s'est réunie à Amiens pour une journée de rencontre entre professionnel.le.s ponctuée par l'organisation d'un évènement à destination des adhérents et partenaires.



En chiffres

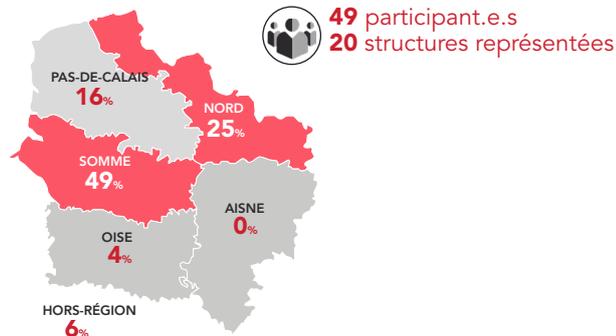


La santé mentale des personnes en situation de migration

Dans le cadre de sa commission Réfugié.e.s / Migrant.e.s, la Fédération a organisé **une table ronde autour de la santé mentale des personnes exilées**. Le but de cette rencontre était de croiser les regards de plusieurs professionnel.le.s travaillant avec ou sur l'accès aux soins de ce public. L'intervention a ainsi réuni Lucile MANZONI et Maité FLOHIC de l'équipe mobile Integrapy de La Vie Active, Anne OSTROWSKI et Gauthier DERMACY de l'Equipe mobile psychiatrie de prévention et accès aux soins (EM-PASS) d'Amiens ainsi que Frédéric BAILLIERE cadre pédagogique à l'APRADIS et sociologue. Après avoir évoqué leurs constats communs sur les difficultés de ces personnes et les parcours souvent jalonnés de traumatismes multifactoriels, il a été question d'identifier les dispositifs à renforcer ou à déployer pour pouvoir garantir un meilleur accès aux soins en santé mentale pour les personnes migrantes. Cette rencontre a également été l'occasion pour les institutions de participer aux échanges et d'identifier leurs besoins sur les territoires d'intervention.



En chiffre



FORMATION



La Fédération a passé son audit de surveillance en août 2022 en vue de vérifier le bon respect et la bonne application du référentiel national qualité. La réussite de cet audit permet à la FAS de conserver notre certification. Un audit de renouvellement est prévu à l'horizon 2024.



En 2022, la FAS Hauts-de-France a organisé deux formations pour un de ses adhérents nordistes :

- ▲ **Fondamentaux du droit des étrangers.**
3 jours en mars 2022
- ▲ **Comment améliorer l'accompagnement santé des personnes en situation de précarité ?**
3 jours en octobre 2022

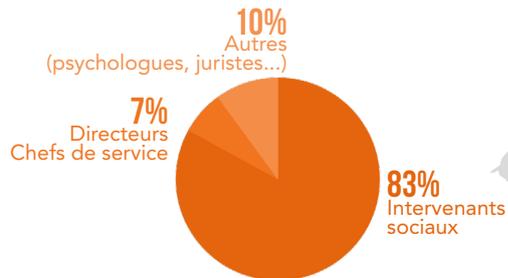


En chiffres



2 formations
30 professionnel.le.s formé.e.s
21 établissements représentés

Répartition des fonctions

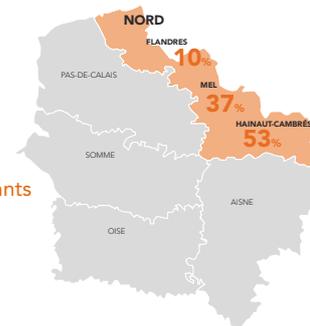


60%



40%

Répartition par département





● Les interventions

Comme chaque année, la Fédération est intervenue dans le cadre des formations initiales des futur.e.s travailleur.euse.s sociaux.ales dans les instituts et écoles du travail social.

Ces temps avec les étudiants permettent de faire connaître le réseau, de leur permettre d'appréhender la lutte contre l'exclusion dans un contexte global et de les sensibiliser à la prise en compte de la parole des personnes concernées.

Et demain ?

La Fédération a été sollicitée pour déployer plusieurs formations au début de l'année 2023, à savoir « Fondamentaux du droit des étranger.ère.s » et « Se préparer aux nouvelles modalités de l'évaluation des ESSMS ». Elle déploie également la formation « Réseau Expérience Soutien Pair aidance », à destination des travailleurs et travailleuses pairs recruté.e.s dans le cadre du projet autour du travail pair.

Elle restera à l'écoute des besoins de ses adhérents et partenaires pour répondre aux besoins de formation des professionnel.le.s et des bénévoles !.



Avec le soutien de :



FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ HAUTS-DE-FRANCE

Centre Vauban - Bâtiment Lille - 2ème étage
199-201, rue Colbert - 59000 Lille - Tél: 03 20 06 15 06
hautsdefrance@federationsolidarite.org
<https://www.federationsolidarite.org/hauts-de-france>



La FAS Hauts-de-France est membre de :

